

TRIBUNE

**« Crise de l'agriculture :
Peut-on se mentir à ce
point, longtemps encore ? »**



Crise de l'agriculture : peut-on se mentir à ce point, longtemps encore ?

Dominique Hays,

Est ancien secrétaire d'un groupement d'agriculteurs biologiques, directeur de projets impliquant le monde agricole et Président du Réseau Cocagne

Christian du Tertre,

Est économiste, Professeur des Universités, et Directeur scientifique du laboratoire d'intervention et de recherche ATEMIS

L'exploitant familial agricole est le dindon de la farce d'un modèle alimentaire industrialisé, globalisé et financiarisé qui l'outrage, mais auquel certains d'entre eux semblent encore attachés.

Cette population peut s'imposer par soubresauts dans l'espace médiatique, mais disparaît de la perception du monde. Nous parlons, pourtant, d'une des plus nobles tâches : nourrir. Le *théâtre d'agriculture*, qu'Olivier de Serres se plaisait à nommer, mérite mieux que ce vaudeville des fourches. Les enjeux écologiques et de santé y restent d'éternels perdants, sans que, pour autant, ne soit apportée de solution durable à la crise structurelle que vit cette profession.

Exploitant exploité, travail bafoué.

Il n'y aura pas de solution à la crise agricole, *d'autre partage de la valeur monétaire*, si l'activité des fermes reste soumise à « la chaîne de valeur ». Au nom de la « sacrosainte concurrence », ce mécanisme aliène la profession. Elle organise la domination de l'aval sur l'amont, celle des intermédiaires, des industriels et des banques sur les producteurs. Dans ce mécanisme globalisé, seules les grandes exploitations qui poussent à l'envi la dynamique d'industrialisation de l'agriculture tirent leur épingle du jeu.

Mais le problème n'est pas seulement là ! Il n'y aura pas non plus d'évolution sans que les premiers intéressés eux-mêmes engagent une véritable introspection sur la valeur sociétale de leur activité et le sens de leur travail, *bottes aux pieds*, c'est-à-dire en lien avec les situations du travail réel d'aujourd'hui. Cet engagement aurait pour avantage de redonner l'occasion à la profession agricole de se réconcilier avec elle-même et de se donner la force de construire un nouvel avenir avec les membres de la société civile.

De ce point de vue, les agriculteurs *conventionnels* pensent pouvoir simplifier leurs itinéraires techniques en recourant à l'arsenal des réponses procurées par l'industrie phytosanitaire. Hors de ce cadre, aucune analyse n'est menée pour envisager les conditions d'un travail plus intelligible pour la société. Cette faiblesse de réflexion, associées aux pressions extérieures, pousse une partie importante d'entre eux à une attitude à tel point hostile qu'elle paraît « forcenée », face à la prise en compte des exigences environnementales que la population est en droit de se voir garantir. L'agrochimie est en quelque sorte l'opium de cette population agricole qui ne peut se sevrer tandis que sa situation ne tient qu'à un fil.

A l'inverse, les agriculteurs bio mettent au centre la qualité résultant d'un engagement de travail singulier, qui permet la reprise en main du métier mais sans analyser la pénibilité des situations de travail. Les « circuits courts » comportent une charge supplémentaire souvent insupportable.

Les améliorations dans ces domaines tiennent souvent à la puissance d'un collectif et d'un espace de confiance permettant de trouver de nouvelles ressources face à l'isolement des agriculteurs entre eux et vis-à-vis du reste de la population.

Une révolution culturelle ?

Notre problème tient à un retard culturel d'ensemble sur les changements à introduire face aux dérégulations écologiques. C'est un défi considérable qui relève d'une résolution insurmontable à l'esprit des acteurs de la filière les plus influents : abandonner le primat accordé au profit financier et se centrer sur les effets utiles directs et indirects de l'agriculture pour garantir à tous la vie.

Mobiliser l'écologie comme l'une des dimensions de la réponse à apporter aux impasses actuelles de la sphère alimentaire, au lieu de lutter contre elle. Mettre la santé des travailleurs de la terre comme la santé publique au cœur des enjeux alimentaires. Engager des écosystèmes coopératifs territoriaux retissant des liens directs entre les agriculteurs et les autres habitants des territoires. Sortir d'une concurrence effrénée et engager des dynamiques de coopération sur la base d'objectifs de qualité conventionnés localement. Telles sont les nouvelles trajectoires d'un nouveau modèle alimentaire robuste face aux effondrements successifs dont les épisodes récents nous alertent.

L'expérimentation de Caisses locales de l'alimentation (ou sécurité sociale de l'alimentation), représente un point de départ alternatif intéressant, comme le sont aussi d'autres expériences visant à organiser collectivement des *systemes alimentaires territoriaux solidarisés*.

Si, dans ces démarches, le patrimoine immatériel - coopération, compétences, engagements réciproques - a une importance stratégique plus grande que le capital technique engagé dans l'appareil de production, ces nouvelles trajectoires de développement demandent davantage de financements publics : un milliard par an ; l'équivalent du budget de la France pour la conquête spatiale... 10 % la PAC allouée à la France... et à peine 1% du budget annuel de la sécurité sociale, ces projets constituant la recherche & développement de l'une comme de l'autre.

Ces initiatives participent de la protection civile tout en apportant de nouvelles forces vives dans un univers de structures cloisonnées par l'encadrement de « représentants professionnels » rétifs au changement.

Ce serait alors la fin d'un « secteur d'activité » pour laisser naître l'idée d'une sphère fonctionnelle au service de la vie.

Vers la démocratie sociétale

« Comme un sillon est droit quand la charrue s'attache à l'étoile », nous proposons un thème mobilisateur qui permettra de poser les questions environnementales autrement : la santé.

Là encore il y a enjeu à une véritable révolution culturelle que de placer la santé comme l'étoile d'une politique publique agro-alimentaire ambitieuse et moderne. La société civile doit s'organiser en conséquence, en associant la population locale, alliée aux pouvoirs politiques institutionnels et aux mondes agricoles.

Redonner du sens au travail agricole c'est aussi permettre aux agriculteurs de construire leur santé et de renouer avec la vie.

C'est aussi un moyen de réconcilier la population avec les enjeux du « bien vivre alimentaire » par une meilleure compréhension des réalités du vivant, une implication dans la reconquête d'une cuisine saine au quotidien, et par un engagement de leur part, auprès des travailleurs de la terre.

Cette démarche nous l'appelons la « démocratie sociétale ».